

Lettre ouverte

A Monsieur le Président de la République

La fédération des personnels des services publics et de santé FORCE OUVRIERE, respectueuse des valeurs fondamentales de notre République, condamne fermement la surdité dont vous et votre gouvernement faites preuve face au mouvement de contestation grandissante de concitoyens, initié par les « gilets jaunes », soutenu par la majorité de la population et des salariés qui rejettent les politiques d'austérité et de baisse du coût du travail, menées depuis des années qui, au prétexte d'équilibre budgétaire, ne font qu'accroître la pauvreté et les injustices sociales.

Toutes les dernières mesures envisagées, tant dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale que dans le projet de loi de finances 2019 remettent en cause le principe de solidarité et notre modèle social au prétexte d'amélioration des finances publiques.

Une fois de plus ce sont les populations les plus fragiles qui en subissent les conséquences : les retraités, les salariés, les familles....

Les mouvements en cours prouvent que vous avez mis à mal notre démocratie ! Même si nous ne tolérons pas les actions de destruction et d'affrontement avec les forces de l'ordre, nous constatons que cet état de fait a été généré par votre volonté :

- de détruire les organisations représentatives des salariés,
- de destruction des cadres collectifs (Code du travail, statuts, protection sociale, services publics,....)
- de refuser tout dialogue et négociation, estimant que seule votre ligne politique était la bonne !

Dans ce contexte, considérant qu'il faut poursuivre la discussion avec l'ensemble de nos collègues hospitaliers et territoriaux pour exprimer les revendications et construire le rapport de force, nous nous adressons à toutes nos instances, à tous nos syndicats dans ce sens.

Nous appelons tous nos collègues à faire entendre leur voix en se mobilisant le 6 décembre et dans les jours qui suivent pour vous faire comprendre qu'ils restent attachés à notre démocratie, à nos conquies sociaux, et qu'il est temps que vous et votre gouvernement preniez la mesure de cette situation explosive, afin de rétablir un véritable dialogue social permettant les négociations nécessaires à la satisfaction des revendications des salariés et citoyens :

- augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux,
- réévaluation de 16 % de la valeur du point d'indice,
- suppression de la hausse de la CSG,
- gel des prix des carburants et de l'énergie,

- la préservation du service public et de la fonction publique, du Statut général et des statuts particuliers de la Fonction Publique,
- abandon des plans d'économies imposés aux hôpitaux et collectivités,
- annulation des suppressions d'emplois (70 000 dans la territoriale et 30 000 dans l'hospitalière),
- création des postes nécessaires dans les établissements, les hôpitaux, les EPHAD, les collectivités, titularisation des contractuels,...
- l'abandon des mesures qui mettent en cause les fondements même de notre sécurité sociale et de nos régimes de retraite,
- une réforme fiscale juste.

Monsieur le Président, avec votre gouvernement, vous avez la responsabilité de satisfaire ces revendications légitimes en ouvrant des négociations.

RESISTER, REVENDIQUER, RECONQUERIR !

Paris, le 4 décembre 2018

Fédération des Personnels
des Services Publics et
des Services de Santé
Force Ouvrière

www.fo-publics-sante.org
fo.sante-sociaux@fosps.com
fo.territoriaux@fosps.com

Tél. : 01 44 01 06 00

153 - 155 rue de Rome
75017 PARIS